

n°1 - Mai 2015

l'Humanité

JOURNAL DES COMMUNISTES *d'Orsay*



Les communistes d'Orsay sont heureux de vous présenter leur nouveau journal *l'Humanité d'Orsay*. Il sera un lien régulier et durable avec les Orcéen-ne-s, un outil au service des combats progressistes, de votre information et de votre intervention dans la vie locale. Dans ce premier numéro nous faisons échos à trois interventions des élus communistes de la ville : l'avenir de l'hôpital d'Orsay menacé par un plan d'économie drastique, le service de distribution de l'eau que nous aimerions soustraire à l'appétit des actionnaires privés et enfin le budget 2015 de la commune. N'hésitez pas à nous faire part de vos remarques et de vos avis... la démocratie a besoin d'échanges et de débat.

Hôpital d'Orsay

Pour un service public de santé de qualité et de proximité

Dans son édition de mars dernier, le bulletin municipal *Orsay ma Ville*, publiait un entretien avec Guillaume Wasmer, directeur de l'hôpital d'Orsay-Juvisy-Longjumeau. Une bonne occasion pour les élus communistes du Conseil municipal de rappeler, lors de la séance du 1^{er} avril, leurs inquiétudes face au plan d'économie de 4 millions d'euros annoncé au début de l'année.

En tant que citoyen-ne-s orcéen-ne-s, nous avons à cœur de garder un service de santé publique de proximité et de qualité. Nous avons la chance d'avoir, au cœur de notre ville, un hôpital qui répond en grande partie aux attentes des habitants avec notamment son service des urgences. Hôpital dont la survie est fruit des luttes auxquelles s'est associé pleinement le PCF il y a quelques années à la suite des politiques de regroupements de centres hospitaliers initiés par le président Sarkozy. Dans son interview, M. Wasmer vante "l'iden-

tité familiale" qui existe au sein des personnels de l'hôpital et la large gamme de soins avec un service de réanimation et de soins continus. Qu'en restera-t-il suite au plan d'économies de 4 millions d'euros sur 3 ans annoncé lors de la cérémonie des vœux de l'hôpital début 2015 ? Les effectifs hospitaliers travaillent déjà à flux tendus.

Pour ce qui est de l'avenir de l'hôpital, M. Wasmer dit vouloir étoffer l'offre de soins. Mais à quel prix ? Quelles vont être les contreparties à l'ouverture de la chirurgie baryatrique dite de l'obésité (dont les actes sont bien mieux remboursés par la sécurité sociale à l'hôpital que la chirurgie plus "classique") et à l'augmentation de capacités d'accueil de certains services dans un contexte budgétaire toujours plus tendu ? Dans ces conditions, comment envisager une bonne qualité future du service général de l'hôpital ?

Nous croyons à un service public accessible à tou-te-s, innovant et de qualité, pour lequel il ne faut pas que l'État et les collectivités se dés-engagent. ★

Communiqué : soutien du PCF au mouvement de protestation des personnels de l'Hôpital d'Orsay

Les communistes d'Orsay tiennent à exprimer leur soutien au mouvement de protestation commencé le 16 avril dernier par les personnels de l'hôpital avec le soutien des syndicats CGT et Sud concernant le "plan de retour à l'équilibre financier". Dans un courrier* adressé au directeur de l'hôpital, M. Wasmer, ils exigent notamment le maintien des effectifs, la réinternalisation des services logistiques (lingerie, entretien, ambulances,...), la suppression de la période de carence entre les départs et les arrivées, et des trois mois de travail de nuit obligatoires pour tous les nouveaux agents recrutés... Il en va de la pérennité et de l'efficacité des services rendus par notre hôpital.

* A lire sur notre page Facebook "PCF Orsay - Echanger pour agir"

l'Humanité
JOURNAL DES COMMUNISTES *d'Orsay*

Pour nous contacter :
23 av. De-Lattre-de-Tassigny
91400 Orsay - #PCFOrsay
Mail : pcforsay@gmail.com

PCF Parti Communiste Français membre du **FRONT DE GAUCHE**

Service de l'eau. « L'eau est un bien commun sur lequel personne ne devrait faire de business ! »

Le 21 janvier dernier, le Conseil municipal était appelé à délibérer sur la prolongation pour trois ans du contrat de délégation du service de l'eau à la société Lyonnaise des Eaux. Gabriel Laumosne, Conseiller municipal communiste d'Orsay, s'est étonné de cette délibération et a expliqué les raisons de l'abstention des élus communistes.

Le contrat qui lie la ville d'Orsay à la Lyonnaise des eaux pour la fourniture de l'eau potable arrivait à terme en février 2015 (conséquence d'une décision du Conseil d'Etat de 2009 dit « arrêt Olivet »). Une donnée connue depuis 6 ans et qui avait conduit à de nombreuses reprises Pierre Bertiaux, Maire adjoint communiste, à poser la question : « Que se passerait-il si nous choissions de ne pas renouveler le contrat avec la Lyonnaise ? ». Question

d'autant plus pertinente que la multinationale affiche des bénéfices record et se montre plus soucieuse d'étancher la soif de ses actionnaires que de rendre un service de qualité aux usagers transformés en vache à lait. Malheureusement, cette question n'a trouvé que peu d'écho au sein du conseil municipal et le choix d'une reconduction du contrat a semblé s'imposer tacitement au fur et à mesure de négociations opaques.

On comprend dès lors l'étonnement de Gabriel Laumosne, Conseiller municipal PCF : « Nous voici amenés à nous prononcer ce soir sur un avenant concernant la prolongation de la délégation du service public de l'eau à la Lyonnaise, alors que l'arrêt dit « Olivet » nous permettait d'en dénoncer le contrat et d'en sortir. Nous sommes donc au pied du mur et sans recul à devoir valider un projet au nom de contraintes techniques non maîtrisées », constate amèrement l'élu communiste qui ajoute : « Nous regrettons

profondément que le débat n'ait pas eu lieu dans des conditions convenables et qu'il faille nous décider sur un choix contraint qui pourrait de plus nous mettre en position de faiblesse par la suite. [...] Le choix de la politique de l'eau est un acte politique fort. L'eau est un bien commun sur lequel personne ne devrait pouvoir faire de business et qui devrait être la propriété de toutes et tous », conclut-il en annonçant que : « Pour toutes ces raisons les élus communistes s'abstiendront sur cet avenant ».

Début janvier, la mairie a mis en place, une commission extramunicipale qui doit travailler pendant deux ans sur la question de l'eau. Elle peut être un bon outil de formation tant pour les élu-e-s que pour les citoyen-e-s. Les communistes y participeront avec l'ambition de défendre le service public et une gestion de la ressource concrétisant le droit de tous à une eau de qualité. Ils invitent les Orcéen-ne-s à s'y impliquer nombreux. ★

Finances locales : l'austérité est contreproductive

L'adoption du budget communal est un acte important qui traduit les intentions de la municipalité en matière de service public et de réponse aux besoins des populations mais qui n'est pas déconnecté de la situation nationale et des défis qui en découlent. C'est bien dans cet esprit que Pierre Bertiaux a abordé la question au Conseil municipal du 1^{er} avril.

« Les récentes élections départementales ont tranché ! Le peuple français a massivement rejeté la politique "austéritaire" actuellement conduite par notre gouvernement » a souligné d'emblée l'élu. « Il faut dire qu'il est difficilement supportable de devoir entendre les appels pathétiques à la morale de l'effort au moment où le CAC 40 affiche des résultats en hausse de 37% et 64,4 milliards d'euros de profits. »

Et pourtant cette année encore les collectivités territoriales devront participer au plan global d'économie et de rééquilibrage des comptes publics à hauteur de 11 milliards d'euros sur les 50 milliards attendus. Une logique jugée « contreproductive » par Pierre Bertiaux ; car « c'est sur le plan régional et local que se définissent démocratiquement les réponses aux grands défis d'avenir qui seront de-

main les vrais facteurs de croissance ». Et l'adjoint d'évoquer : « la révolution démographique de la longévité et du vieillissement, la révolution migratoire des populations du sud vers le nord, [les] exigences écologiques sans précédent, la révolution technologique informationnelle... ». Mais alors qu'y répondre supposerait un approfondissement de la démocratie de proximité tant au sein de nos institutions que dans les entreprises, c'est « tout le contraire qui nous est aujourd'hui proposé par la loi Macron ou la réforme institutionnelle en cours qui l'une comme l'autre contribueront encore à rogner nos pouvoirs d'intervention ! »

Que penser dans cette situation du budget 2015 de la Ville d'Orsay ?

« Le budget 2015 qui nous est proposé, tente de résoudre au mieux la contradiction entre l'augmentation sans précédent des besoins sociaux et l'appauvrissement des collectivités publiques. [Il] évitera cette année encore de recourir à une augmentation de la pression fiscale par le taux communal d'imposition, tout en préservant le service public local et l'investissement au bénéfice du cadre de vie (rénovation de la place Elégance) et des enjeux éducatifs (salle Jacques-Tati, réforme des rythmes scolaires) ou environnementaux (travaux d'économie d'énergie sur le patrimoine bâti). »

Evoquant ensuite le recours à l'emprunt, Pierre Bertiaux remarquait : « Ce recours à l'endettement qui ne serait pas en soit un problème (il permet de maintenir un niveau d'investissement utile à la préparation de notre avenir et à l'économie locale) s'il n'était contraint par les aléas des marchés financiers. La dette publique devrait en effet passer par un fonds de développement social contrôlé démocratiquement, utilisant les fonds de prises de titre de dettes publiques nationales grâce à la création monétaire ».

« Notre investissement ne peut également être maintenu que grâce aux subventions accordées par le Département et la Région. Qu'en sera-t-il demain si la clause de compétence générale devait ne plus être maintenue ? Qu'en sera-t-il lorsque ces collectivités devront elles-mêmes réduire leurs capacités d'intervention ? ».

En conclusion, l'adjoint évoquait deux questions susceptibles d'impacter le budget dans les années à venir. La gestion de l'eau potable (voir ci-dessus) et la révision du PLU pour lequel il a défendu : « une dynamique urbaine fondée sur une nouvelle offre de logements garantissant la mixité sociale » et « une cohérence dans l'interaction des fonctions économiques, résidentielles et de mobilité ». ★